

Système d'acquisition dynamique « achat de camions poids-lourds d'occasion »

Cahier des charges général n° 2024-DIR-UDI-SAD-01



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SOMMAIRE

- 1 - LE PÉRIMÈTRE DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE.....3
- 2 - CE QUI SERA DEMANDE (LISTE NON EXHAUSTIVE) ET INTÉGRÉ DANS LE PRIX D'ACHAT.....4
- 3 - CONDITIONS DE VENTE ET DE FACTURATION.....5

1 - LE PÉRIMÈTRE DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Les besoins concernent la fourniture de camions poids-lourds d'occasion.

LA DIR Ouest projette l'achat de 3 à 5 véhicules par an en moyenne.

- camions avec un PTAC entre 10T et 26T
- respectant la réglementation euro 6 minimum
- permettant de tracter une remorque de 3,5T minimum

Il pourra être demandé des spécificités telles que :

- bras hydraulique (type Ampliroll ou équivalent)
- benne ou bi-benne ou tri-benne équipées de ridelle hydraulique
- grue auxiliaire hydraulique fixe ou sur berce amovible avec radio-commande

Toutes les livraisons de véhicules se feront à la DIR Ouest, Point Service Rennes

- 5 rue de la Jaunais de Mivoie
ZAC de la Jaunais
35136 ST JACQUES DE LA LANDE
☎ : 02 99 77 09 41
✉ : <mailto:ps-rennes.pamm.sgmaaps.diro@developpement-durable.gouv.fr>

2 - CE QUI SERA DEMANDE (liste non exhaustive) ET INTÉGRÉ DANS LE PRIX D'ACHAT

Il sera demandé au vendeur de fournir le ou les véhicules d'occasion présenté(s) dans son offre s'il est retenu.

En outre :

- Le ou les véhicules devront être conformes à la réglementation pour une circulation en France.
- Le vendeur devra effectuer toutes les formalités nécessaires à la vente du véhicule en conformité avec la réglementation française et le cas échéant avec la réglementation du pays d'origine du véhicule / du vendeur.
- Le vendeur devra effectuer les démarches pour une immatriculation en France après avoir reçu pour cela mandat / procuration de l'acheteur.
- Le vendeur réalisera également les démarches pour la fourniture de la vignette Crit'air quand elle est applicable.
- Pour les véhicules soumis à contrôle technique obligatoire en France, le vendeur devra présenter à l'acheteur la preuve (procès-verbal) d'un contrôle technique valide et effectué moins de 6 mois avant la vente du véhicule.
- Les véhicules disposant d'un moteur (thermique ou électrique) devront disposer du plein de carburant ou d'énergie.
- Les véhicules devront être propres. Un nettoyage intérieur et extérieur devra avoir été réalisé avant la livraison.
- Les véhicules devront bénéficier d'une garantie minimale pièces et main d'œuvre de 6 mois à compter de la date de livraison. Cette garantie devra être nationale.
- En fonction des éléments prescrits lors de la consultation préalable à la conclusion de la vente et des éléments de l'offre du vendeur, une garantie complémentaire pourra être proposée par le vendeur.
- Les véhicules devront être équipés de tous les accessoires (triangle signalisation, gilet jaune, ...) nécessaires à sa circulation en France.
- Les véhicules devront être livrés avec un carnet d'entretien et le cas échéant tous documents (dont factures...) permettant de justifier de son bon entretien conformément aux préconisations du constructeur depuis sa mise en circulation, ainsi que l'ensemble de documents technique (ex certificat de conformité,...).
- Si le véhicule est équipé d'un système hydraulique (grue, bras le levage, ..), le vendeur devra fournir une attestation de contrôle réglementaire de moins de 6 mois.

3 - CONDITIONS DE VENTE ET DE FACTURATION

- Les conditions générales de ventes du vendeur ne seront pas applicables. La vente sera régie par un marché public, le cadre contractuel étant fourni par l'acheteur.
- Pour les vendeurs étrangers, la loi applicable sera la législation française.
- Le contentieux relèvera des tribunaux administratifs. En première instance et pour des procédures de référé, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Rennes.
- Le vendeur devra être assuré pour sa responsabilité civile professionnelle. L'assurance devra couvrir a minima le risque lié à la vente auprès de l'acheteur.
- Le marché pourra comporter des clauses pour l'application de pénalités de retard.
- Chaque vente donnera lieu à l'émission d'une facture respectant les exigences du code de la commande publique.
- La facture sera transmise par voie dématérialisée sur le portail de facturation public « Chorus Pro » depuis le lien suivant <https://chorus-pro.gouv.fr>.
- La facture devra comporter les mentions prévues à l'article D2192-2 du CCP ainsi que :
 - le numéro de SIRET de l'État : 110 002 011 00044
 - le code du service exécutant de la dépense : CGFB200035
 - le numéro d'engagement juridique qui sera communiqué à la notification du marché
- La facture ne pourra être émise qu'à compter de la réception du véhicule.
- La réception s'entend comme la livraison du véhicule et la réalisation des opérations de vérification qui seront prévues au marché.
- Le paiement sera effectué par virement bancaire dans le délai global de paiement fixé à 30 jours.
- Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.